



Une même logique de domination : de la terre et des animaux aux corps racisés

Pourquoi la lutte écologique et l'antispécisme sont-ils nécessaires pour enrayer le racisme ?

Hennebert Vincent, Janssen Bénédicte

Avec la collaboration de Marion Bottero

Introduction

“Les différences de traitement sur la base de critères arbitraires hiérarchisent les individus et permettent à certains de profiter de privilèges au détriment d’autres. Cette construction de groupes plus ou moins privilégiés structure notre société, qui pourtant se revendique de la notion d’égalité. Les multiples divisions distribuent les rôles de dominants et dominé·e·s dès la naissance et déterminent l’ensemble des aspects fondamentaux de nos existences” (Fernandez, J. - 2015).

La destruction de la nature et l’exploitation des animaux ne relèvent pas seulement du domaine de la lutte écologique et antispéciste, mais sont des phénomènes profondément enracinés dans des structures historiques et contemporaines de domination entre êtres humains, et notamment, les dominations racistes et néocoloniales. Cette perspective, souvent explorée par l’écologie décoloniale, met en lumière comment l’exploitation de la terre et des êtres vivants est intrinsèquement liée à l’exploitation des personnes racisés et à la hiérarchisation des vies humaines.

Dans cette analyse, après avoir défini le racisme, nous verrons d’abord comment l’exploitation animale et l’idéologie spéciste renforce et est renforcée par le racisme. Ensuite, nous explorerons comment la destruction de la nature s’inspire également de logiques racistes et renforce les inégalités raciales.

Enfin, nous concluons par les liens entre les systèmes spécistes, écocides et racistes. Notre objectif est de démontrer que les différentes luttes ne peuvent se mener les unes sans les autres pour être efficaces et complètes.

Qu'est-ce que le racisme ?

Le racisme est une discrimination se fondant sur la division des humains en différentes catégories supposées raciales sur la base de critères arbitraires comme la couleur de peau ou l'origine ethnique. Ces catégories sont ensuite naturalisées et hiérarchisées.

En effet, le concept de "race" n'a pas de fondement biologique mais est une construction sociale et historique. La sociologue Colette Guillaumin (1972) explique que c'est l'idéologie raciste qui produit la race, et pas l'inverse : le racisme produit l'idée de race pour légitimer l'exploitation de certains groupes d'humains par d'autres. Ce processus a été nécessaire pour justifier le colonialisme et l'esclavage : il fallait déshumaniser les humains en présence pour pouvoir les exploiter.

Pour ancrer le fait que la race est un processus social et non un donné biologique, on parle désormais de "racialisation" et de personnes "racialisées" ou "racisées". Les personnes racisées sont les personnes qui sont altérisées (c'est-à-dire, présentées comme radicalement "autre") et dévalorisées sur des critères arbitraires et subissent de ce fait des préjugés et des discriminations.

Racisme, spécisme : une imbrication conceptuelle et concrète

Deux "ismes" basés sur des catégories arbitraires

Le spécisme est la discrimination sur la base de l'espèce. En d'autres mots, le spécisme est l'idéologie qui permet l'exploitation et la domination des humains sur les animaux, car ils appartiendraient à une espèce qui nous est supposée opposée et inférieure. Tout comme le racisme, qui crée les catégories raciales "blancs" ou "noirs", le spécisme crée les catégories "humains" et "animaux", les naturalise et les hiérarchise pour permettre un rapport de pouvoir des uns sur les autres.

En effet, si nous sommes nombreux à continuer de penser que les différences entre les animaux humains et non-humains sont telles qu'elles justifient la domination humaine sur les autres espèces, cette pensée de l'opposition radicale entre les deux catégories est également une construction sociale.

Ainsi, nous définissons les humains par des qualités que les animaux n'auraient supposément pas (conscience et langage, par exemple), alors qu'ils en jouissent pourtant à des degrés divers et que cela a été bien documenté (ou que l'on ne le sait, comprend pas encore) :

“Ainsi, l’animal serait pris dans la Nature, déterminé par son instinct, prisonnier de ses pulsions, là où l’humain est culture, liberté, raison, conscience, langage. La liste est longue et cache mal la difficulté d’atteindre l’objectif fixé. Difficile, car d’abord, d’un point de vue scientifique – l’éthologie et la biologie l’ont montré – il n’y a pas d’aspects fondamentaux qui nous permettent de nous distinguer des autres animaux (Reus et al., 2001). Nous sommes des animaux, situés sur un même continuum. Charles Darwin déjà soutenait que les caractéristiques mobilisées généralement pour définir l’humain ne le distinguent pas fondamentalement. Elles ne constituent pas des différences de nature mais de degré” (Fernandez, 2015, p. 55)

L’animalisation des animaux est donc un processus, au même titre que la racialisation des humains. La sociologue Kaoutar Harchi décrit ce processus comme le fait de nier que les animaux sont des individus, qu’ils ont une expérience subjective et une histoire de vie, ce qui permet de nier leur possibilité de mener une existence propre, en dehors de ce qu’ils apportent aux humains. L’animalisation des animaux permet leur exploitation et leur domination, rend leur corps objets disponibles pour notre confort et notre consommation. Cette dévalorisation est présentée comme “naturelle”, les animaux étant “naturellement” inférieurs aux humains, alors qu’elle est le résultat d’une idéologie, d’une croyance.

Nous voyons ainsi se dessiner une même base conceptuelle pour le racisme et le spécisme : la tendance ontologique occidentale à diviser le monde en catégories opposées, pour ensuite les essentialiser (en les rendant "faussement naturelles") et les hiérarchiser, permettant ainsi d’établir et de justifier des relations d’exploitation et de domination d’une catégorie sur une autre.

Animalisation des personnes racisées : un ressort fondamental concret du racisme

Outre ce fondement conceptuel commun, le spécisme a servi de soutien fondamental au racisme via le processus d’animalisation des personnes racisées.

En effet, le processus d’animalisation est un processus sociologique, historique et politique. Et, comme l’avance la sociologue Kaoutar Harchi dans son ouvrage “Ainsi l’Animal et Nous” (2024), l’animalisation ne s’est pas arrêtée aux animaux mais s’est étendue aux humains racialisés : à partir de symboles, de métaphores, certaines personnes ont été déshumanisées. “Animaliser, ça veut dire rendre tuable”.

Ce processus a été une pierre angulaire de l'histoire coloniale, et n'est pas accidentel : il n'y a pas d'exploitation raciste et coloniale qui n'a pas mêlé les animaux à sa politique; d'une façon directe, comme l'utilisation de chiens pour poursuivre les personnes mises en esclavage, ou encore le déplacement d'animaux d'un continent à l'autre pour l'amusement occidental, ou indirecte, en calquant sur l'exploitation animale le sort réservé aux populations colonisées : mise d'humains en cage, utilisation de chaîne ou via l'établissement de "zoos humains", dont la dernière occurrence en Belgique date de 1958 lors de l'Exposition universelle se tenant à Bruxelles. Dans ces "zoos humains", des personnes racisées étaient exhibées au grand public et mesurées par des "savants" afin de prouver leur état plus proche de l'animal sauvage que de l'humain. Ce processus d'animalisation a été consciemment mis en place pour permettre la violence coloniale et l'exploitation d'autres populations, violence légitimée par leur statut "moins humains".

Ces pratiques raisonnent aujourd'hui avec certaines formes de tourisme néocolonial, amenant le public occidental à visiter des villages de populations autochtones, souvent mises en scène. Métaphoriquement, le recours à l'animalisation reste courant dans beaucoup de discours racistes ("singes", "tigresses", ou encore "rats" pour désigner les populations du Sud Global en parcours migratoire vers l'Occident).

Le spécisme continue de nourrir et d'être nourrit par le racisme : les résultats d'une enquête menée par le politologue Jonathan Fernandez (2015) et portant sur le lien entre les attitudes sexistes, racistes et spécistes démontre que plus une personne naturalise¹ la domination de l'humain sur l'animal, plus elle a tendance à naturaliser le racisme : "Ces résultats suggèrent que l'idéologie naturaliste dans son ensemble, quelle que soit la cible qu'elle vise, structure le sexisme, le racisme et le spécisme, et inversement. Toute justification naturaliste contribuerait ainsi à la construction différentialiste des catégories inférieures, de même que toute division hiérarchique entre groupes, y compris entre humains et animaux, contribuerait à définir la place dévolue à chacun·e, censée être naturelle" (Fernandez J., 2015). Inversement, une étude menée par les psychologues Bastian Brock, Kimberly Costello, Steve Loughnan et Gordon Hodson (2012) montre que la remise en question de la croyance d'une division hiérarchique entre humains et animaux amène les enquêté·e·s à moins déshumaniser les personnes racisées, et à étendre leur préoccupation morale à un cercle plus large d'êtres humains.

¹ La « naturalisation de la domination de l'humain » est un concept philosophique et sociologique désignant le processus par lequel la suprématie humaine (sur la nature ou entre les genres) est présentée comme un fait « naturel » et inévitable, masquant ainsi ses origines culturelles, historiques ou politiques (les auteurs liés à l'idée: Colette Guillaumin, Pierre Bourdieu et Michel Foucault).

De l'importance intersectionnaliser les luttes antispécistes et antiracistes

Ainsi, nous voyons que les différents systèmes d'oppression et d'exploitation ne sont pas isolés les uns des autres, mais fonctionnent sur des mêmes bases idéologiques et utilisent des mécanismes qui forment des appuis et des renforts entre différents types de discriminations. Une lutte efficace doit donc s'adonner à les déconstruire ensemble. Longtemps, nous avons d'abord cherché à humaniser les humains qui avaient été rejetés en marge de l'humanité. Mais cette stratégie ne peut être absolument efficace : si l'humanisation est une stratégie qui fut certes nécessaire, nos luttes doivent se mener à un niveau plus profond, prenant en compte le reste du vivant., pour être réellement efficaces. En effet, c'est l'exceptionnalisme humain et la binarité hiérarchisée humain/animaux qui doivent également être questionnés. Pour le moment, humanité et animalité sont des dualités qui organisent notre monde, garantissant notre humanité en lui permettant de s'opposer à l'animalité. Mais dans ce cadre ontologique, il y aura toujours des humains mis en marge de cette humanité. Le spécisme le permet, en justifiant la position des dominants comme êtres humains rationnels, ainsi "naturellement" supérieurs sur une nature, des animaux et des humains rejetés du côté de l'animalisation et du sauvage.

En d'autres mots, l'humain est un animal comme les autres, et notre manière de nous comporter avec les autres animaux soutient et s'inspire de notre façon de hiérarchiser, dominer et exploiter certains êtres humains. Englober la lutte antispéciste au sein des luttes sociales humaines, et inversement, est nécessaire pour fonder une nouvelle éthique sur des bases renouvelées en profondeur.

Enfin, faire se rencontrer l'intersectionnalité des luttes est d'autant plus important au vu de l'instrumentalisation des discours de bien-être animal par des mouvances racistes, stigmatisant certaines cultures. Le point de vue adopté par ces mouvances ne sert alors qu'à renforcer les oppositions et hiérarchies qui gangrènent nos sociétés. , qui ne se concentrent par exemple que sur l'abattage rituel pour stigmatiser une partie de la population.

Il est temps que les luttes antispécistes prennent à bras le corps les questions de racisme et que les luttes antiracistes prennent en main les luttes antispécistes pour éviter des écueils menant au statu quo sociétal et laissant en marge les animaux et les personnes racisées.

Exploiter la nature : idéologie occidentale et retombées racistes

La division nature/culture

La même conception idéologique qui fonde la division hiérarchisée entre les humains et les animaux, entre les humains blancs et les humains racisés, fonde également la domination de l'humain sur la nature : alors que l'humain serait du côté du rationnel, de l'esprit, de la culture, nous conceptualisons la nature comme une chose, un matériau et une ressource exploitable. Puisque nous plaçons la nature comme extérieure et opposée à l'humain, nous la détruisons sans songer que nous nous détruisons nous-mêmes. Il n'est en outre pas accidentel que les personnes racisées soient souvent traitées comme plus proches de la nature et moins rationnelles : elles sont à la fois animalisées et naturalisées. s, notamment via le processus d'animalisation cité plus haut.

Rappelons que cette idéologie, cette ontologie nature/culture binaire et hiérarchisée, est située dans un espace-temps occidental : l'anthropologue Philippe Descola démontre qu'au sein d'autres cultures, existent des façons différentes de penser le rapport au monde, qui empêchent, notamment, l'exploitation totale de la nature par les humains : les humains s'y perçoivent comme partie prenante de la nature. Il avance ainsi que c'est l'idéologie occidentale qui a inventé "la nature" afin de la sortir de nous-mêmes, de nous en séparer pour permettre son exploitation.

Mais, avec la colonisation, c'est bien la pensée occidentale qui s'est imposée et érigée en pensée unique. Le résultat ? Un désastre environnemental en marche, qui touche particulièrement les personnes racisées.

Un exemple fort de cela est ce que le militant afro-américain Benjamin Chavis désigne par les termes de "racisme environnemental".

Racisme environnemental : détruire la nature est une pratique raciste

Benjamin Chavis, militant des droits civiques aux Etats-Unis, forge le terme "racisme environnemental" pour désigner le fait que ce sont souvent les personnes racisées qui subissent en premier lieu les conséquences du dérèglement climatique et de la pollution. En 1987, il coordonne le rapport "Toxic Wastes and Race in the United States", démontrant que le facteur racial était le plus déterminant dans la localisation des sites dangereux et polluants.

Une étude menée en 2015 et publiée dans la revue académique “Environmental Pollution” démontre que ce racisme environnemental est également un phénomène qui se retrouve en Europe : la pollution atmosphérique est plus importante dans les quartiers où plus de 20 % des habitants ne sont pas blancs.

En Occident, les quartiers où une grande partie de la population est constituée de personnes racisées et de personnes à faibles revenus sont davantage confrontés à la pollution environnementale que les quartiers blancs et aisés. En effet, ce sont dans ces quartiers, aux prix immobiliers moindres, que les entreprises capitalistes polluantes préfèrent établir leurs activités. Ce phénomène se combine également avec un racisme d’Etat qui laisse ces quartiers de côté et accentue leur vulnérabilité, y réalisant moins de rénovations et d’initiatives visant la transition et la gestion des conséquences du changement climatique. De plus, comme le montre l’anthropologue Shivan Jhagroe dans son ouvrage “Voorbij Duurzaamheid” (2024, non traduit en français), les mouvements écologiques occidentaux restent en grande majorité composés de personnes blanches, ce qui crée des angles morts au sein même des actions militantes qui visent à protéger les différents quartiers de la crise écologique et permet parfois aux luttes écologiques de diffuser une image misérabiliste des personnes les plus affectées par le système écocide, déconnectée des luttes locales et des besoins réels des populations.

Ce racisme environnemental, s’il est un concept partant d’abord d’observations menées en Occident, caractérise également les relations entre le Nord global et le Sud global : les pays qui, historiquement, ont le moins contribué au changement climatique en subissent le plus grand impact. Selon le “World Bank Report”, d’ici 2050, 143 millions de personnes pourraient être déplacées en raison des effets du changement climatique. Les pays d’Afrique subsaharienne, d’Asie du Sud et d’Amérique latine seront particulièrement touchés. De plus, ces territoires sont convoités pour leurs ressources naturelles par les entreprises extractivistes² et polluantes, souvent occidentales ou transnationales.

Dans une logique écocide et néocoloniale, le Sud global reste le “grenier” de l’Occident capitaliste, mais également de l’Occident en transition : les technologies “vertes” (batteries électriques, éoliennes, panneaux solaires etc.) ne peuvent être considérées comme telles qu’en focalisant notre regard sur le Nord global. En effet, elles reposent sur des quantités massives de matériaux (terres rares, lithium, cobalt, cuivre etc.) extraits des territoires du Sud global de façon souvent polluante, voire violente envers les populations locales via l’exploitation de leur main d’œuvre et/ou leur expropriation. C’est ce que certains appellent “le colonialisme vert”.

² L’**extractivisme** désigne l’exploitation intensive et à grande échelle des ressources naturelles (minerais, énergies fossiles, bois, produits agricoles) pour les exporter comme matières premières brutes, souvent sans transformation locale et sans se soucier du renouvellement des écosystèmes (<https://fr.wikipedia.org/wiki/Extractivisme>).

De l'importance de faire s'entrecroiser les luttes environnementales et les luttes antiracistes

Nous voyons, depuis le concept de “racisme environnemental”, que la logique d'exploitation de la nature est une logique se fondant sur le racisme et le néocolonialisme et que cette logique renforce en retour les inégalités et l'injustice raciale et coloniale. Si rien ne change, le changement climatique ne fera qu'exacerber les injustices racistes et coloniales, qu'elles soient symboliques, sanitaires ou économiques.

L'intersection entre les luttes environnementales et les luttes antiracistes est d'autant plus importante que, prises isolément, elles mènent à des écueils qui les rendent toutes deux inefficaces : d'une part, une lutte antiraciste sans lutte environnementale ne questionne pas efficacement les binarismes nature/culture sur lesquels se fondent le racisme et ne s'attaque pas aux conséquences du changement climatique touchant particulièrement les personnes racisées. De l'autre, une lutte environnementale qui ne prend pas en compte les personnes racisées restera aveugle à leur situation, les essentialisera dans une vision misérabiliste et ne questionnera pas les injustices des relations Nord-Sud sur lesquelles se base le capitalisme écocide.

Ecologie, antispécisme et antiracisme : des luttes indissociables

L'exploitation des animaux, de la nature et des humains racisés sont des phénomènes symboliquement et concrètement imbriqués, qui se soutiennent et se renforcent les uns les autres.

Symboliquement, ces exploitations et discriminations reposent toutes sur la division hiérarchisée nature/culture et la définition très limitée, oppositionnelle et ancrée dans la blanchité de ce qui relève de l'humain rationnel. Cette idéologie permet d'inférioriser et de marginaliser tout un pan du vivant humain et autre qu'humain, via des processus d'animalisation et de naturalisation.

Concrètement, l'exploitation animale a servi de modèle à l'exploitation raciste et coloniale . Et le système écocide se construit sur le colonialisme tout en menant à des retombées particulièrement violentes sur les populations racisées.

Or, selon le dernier rapport sur la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture des Nations Unies, l'industrie de la viande est responsable de 14,5 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre d'origine humaine.

Cette industrie n'est possible que via l'idéologie spéciste permettant la réification des animaux à l'état de choses, de ressources exploitables et de marchandises. Ainsi, le lien entre spécisme, crise écologique et racisme est profond.

Il faut donc que les luttes antispécistes et écologiques se mènent ensemble, tout en prenant en compte dans leurs agendas et politiques la question du racisme et du néocolonialisme afin d'éviter de les reproduire ou de laisser des populations en marge.

Parallèlement, la lutte antiraciste ne peut se mener efficacement qu'en remettant en question la division humain/animal et nature/culture et donc, en adoptant des ontologies antispécistes et écologiques.

Ces luttes ne peuvent plus simplement se relier par analogie, comparant le spécisme au racisme ou la destruction de la nature à la destruction des personnes racisées, mais doivent comprendre l'analyse et la déconstruction des idées et des pratiques qui les soutiennent et les co-construisent, ainsi que des effets que ces différents systèmes ont les uns sur les autres : en d'autres mots, le racisme, le système écocide et le spécisme, devraient être perçus comme des dynamiques non pas similaires, mais co-constituées et donc, à déconstruire ensemble.

Références

- (1) Fernandez, J. (2015). Spécisme, sexisme et racisme. Idéologie naturaliste et mécanismes discriminatoires. *Nouvelles Questions Féministes*, Vol. 34(1), 51-69. Cairn.info. <https://doi.org/10.3917/nqf.341.0051>
- Guillaumin, C. (2002). *L'idéologie raciste : Genèse et langage actuel*. Gallimard.
- (3) Harchi, K. (2024). *Ainsi l'animal et nous : Essai*. Actes Sud.
- (4) Bastian, B., Costello, K., Loughnan, S., & Hodson, G. (2012). When Closing the Human–Animal Divide Expands Moral Concern : The Importance of Framing. *Social Psychological and Personality Science*, 3(4), 421-429. <https://doi.org/10.1177/1948550611425106>
- (5) Descola, P. (2015). *Par-delà nature et culture*. Gallimard.
- (6) Rapport coordonné par Chavis, Benjamin (1987), "Toxic wastes and race in the United states", <https://www.ucc.org/wp-content/uploads/2020/12/ToxicWastesRace.pdf>
- (7) Lejeune, Z. (2015). La justice et les inégalités environnementales : Concepts, méthodes et traduction politique aux États-Unis et en Europe. *Revue française des affaires sociales*, (1), 51-78. Cairn.info. <https://doi.org/10.3917/rfas.151.0051>
- (8) Shivanthi Jagroo (2024), *Voorbij Duurzaamheid*. Mazirel Pers.
- (9) World Bank, rapport Groundswell (2021), <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2021/09/13/climate-change-could-force-216-million-people-to-migrate-within-their-own-countries-by-2050>

Rédaction : Alter Ethix asbl
© 2026 – Tous droits réservés

Siège social : Avenue Marie de Hongrie, 29 – 1083 Bruxelles
BCE : 1031.021.809
IBAN :BE20 5230 8170 1256

www.alter-ethix.be
info@alter-ethix.be

